

Par

Sofi Abdela

1^{er} cycle, Histoire, Université du Québec à Montréal

De tous les États européens, la Roumanie est celle qui a le plus bénéficié du règlement de la paix de 1919. Suite aux nombreux traités qui mirent fin à la Première Guerre mondiale, la Roumanie avait plus que doublé en superficie comme en population. La majorité des historiens qui ont traité de la formation de cette Grande Roumanie s'entendent pour dire qu'elle est principalement attribuable aux soucis sécuritaires de la France d'après-guerre. Cette dernière cherchait des alliés pour se protéger contre trois menaces : une attaque de l'Allemagne, l'expansion du soviétisme russe en Occident et celle du germanisme sur le continent européen. Mais il n'y a pas consensus parmi ces historiens quant à l'importance de chacun de ces dangers pour la France.

C'est pourquoi il nous est apparu légitime de nous attarder sur l'ouvrage de Kalervo Hovi intitulé *Cordon sanitaire or Barrière de l'Est? The Emergence of the New French Eastern European Alliance Policy 1917-1919*^[1]. Hovi, qui est le premier à s'être penché sérieusement sur la question, s'est servi principalement des Archives du Ministère des Affaires étrangères de France et des *Délibérations du Conseil des Quatre* de Paul Mantoux^[2], qui relatent les discussions des quatre chefs d'État européens pendant la Conférence : l'Anglais David Lloyd George, le Français Georges Clemenceau, l'Italien Vittorio Orlando et l'Américain Woodrow Wilson. Il tente de prouver que la France, dans ses relations avec la Roumanie après la Première Guerre, n'était pas guidée par la peur du bolchevisme, ce qui aurait justifié la formation d'un *cordon sanitaire*. Il insiste plutôt sur la crainte des Français que ne se produise une alliance entre les Bolcheviques et les Allemands, ce qui aurait nécessité pour eux une mise sur pied de ce qu'on appelle la *barrière de l'Est* à l'aide des nouveaux États est-européens nés à la suite du règlement du conflit.

Le projet du cordon sanitaire consistait à utiliser les nations, anciennes et nouvelles, en bordure occidentale de la Russie pour former un mur contre l'expansion du bolchevisme hors de ses frontières. La barrière de l'Est, quant à elle, visait plutôt à former un mur impénétrable qui empêcherait les Allemands de s'étendre vers l'Est pour rejoindre la Russie et ainsi former un bloc germaniste qui menacerait l'Ouest du continent. Afin de démontrer sa thèse, Hovi s'appuie sur le calme sociopolitique qui habitait la France après la guerre, calme engendré par la victoire, et qui atténuait substantiellement les craintes du Quai d'Orsay face à la prolifération du communisme dans l'Hexagone. Mais il reste que cette interprétation a une faiblesse : elle tend à minimiser, sinon à effacer la méfiance qu'entretenait Paris à l'époque à l'égard du bolchevisme, et dont les

documents diplomatiques français et anglais, comme nous le verrons, ne cessent de prouver l'existence. Nos recherches ont plutôt démontré que la barrière de l'Est et le cordon sanitaire n'étaient en rien antagonistes et qu'ils étaient plutôt deux plans qui se superposaient en plusieurs points, imbriqués l'un dans l'autre pour servir la sécurité française.

Nous avons donc privilégié une approche qui prend le constat de Hovi à contre-pied et qui démontre, à l'aide de l'exemple précis de l'annexion par la Roumanie de la Bessarabie en octobre 1920, comment la France a voulu renforcer le territoire de la Roumanie afin de mettre sur pied un cordon sanitaire efficace. Pour ce faire, nous avons consulté l'incontournable ouvrage de Mantoux, les documents diplomatiques français, le recueil d'archives sur les relations franco-roumaines de Traian Sandu[3] et les documents diplomatiques britanniques pour la même période. Ces derniers, même s'ils ne sont pas directement impliqués dans les relations franco-roumaines, fournissent beaucoup de renseignements très précieux sur ce qui se passait sur le continent pendant l'immédiat après-guerre et abordent en plusieurs points les relations entretenues par la France avec les autres États, y compris la Roumanie.

Nous présenterons comment ces documents prouvent que l'annexion de la Bessarabie, parrainée par les Français, contrairement à ce qu'a prétendu Hovi, était une représentation concrète du souci français de construire, à l'aide de la Roumanie, un cordon sanitaire contre l'expansion bolchevique. Deux points seront abordés : d'abord, nous verrons comment la naissance en plein cœur de l'Europe d'une Hongrie à tendance communiste sous le leader Bela Kun[4] a amené la France à considérer plus sérieusement le danger de l'expansion bolchevique et la nécessité de l'empêcher. Ensuite, nous soulignerons à quel point la question de l'annexion de la Bessarabie par Bucarest était assez importante aux yeux des Français pour qu'ils décident d'aller contre les désirs de leur plus grande alliée : l'Angleterre.

Contexte historique

La Bessarabie était, après la guerre, un territoire russe encerclé par la Pruth à l'ouest, le Dniestr à l'est et la Mer Noire au sud. Stratégiquement, son rattachement à la Roumanie isolait l'ancienne Autriche-Hongrie de la Russie, formait un front continu entre la Roumanie et la Pologne et devenait ainsi le flanc oriental d'un système de défense centre-européen que la France souhaitait exploiter. Après la guerre, son statut était cependant ambigu. L'assemblée bessarabe avait voté son union à la Roumanie dès avril 1918 et elle faisait donc *de facto* partie du pays. Mais, de part et d'autre, on hésitait à lui reconnaître *de jure* cette annexion parce que les incertitudes persistaient. D'une part,

à Paris, on ne savait pas encore qui allait gagner la guerre civile en Russie et, si les Blancs l'emportaient, on ne voulait surtout pas se les aliéner en cédant à la Roumanie une portion de leur territoire. D'autre part, la France craignait l'expansion des Bolcheviques hors de leurs frontières et considérait la reconnaissance du territoire bessarabe à la Roumanie comme un moyen stratégique pour repousser les communistes un peu plus à l'Est, tout en assurant au pays une frontière orientale défendable. De plus, l'Allemagne vaincue reconnaissant unilatéralement l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie, on craignait que Bucarest ne se détourne de Paris et ne se range plutôt du côté de Berlin qui semblait favoriser les intérêts roumains.

Le Cordon sanitaire et la Bessarabie

Le projet du cordon sanitaire consistait à bâtir sur la frontière occidentale de la Russie bolchevique un mur de petites nations qui devaient empêcher l'expansion du communisme hors des frontières russes. Les inquiétudes françaises à cet égard sont présentes dans les documents dès les débuts de la Conférence de paix quand, en mars 1919, le maréchal Foch, alors président du Conseil supérieur de la guerre, a présenté la nécessité de se prémunir contre « une maladie épidémique »^[5]. Bien que le projet initial de Maréchal, qui impliquait une politique offensive contre le mouvement bolchevique, fut unanimement repoussé par le Conseil des Quatre, ce dernier adopta une version strictement défensive qui visait à endiguer le bolchevisme à l'intérieur des frontières russes. Or, la position géographique de la Roumanie, située en marge de la Russie, en faisait un élément absolument essentiel à la mise en place d'un cordon sanitaire minimalement efficace.

La Hongrie communiste

Un des points centraux qui ont prouvé que la France avait véritablement des inquiétudes face à l'expansion du bolchevisme fut l'attitude adoptée par Paris face à l'apparition de la Hongrie communiste sous la direction de Béla Kun. La formation de la République des Conseils hongroise, le 21 mars 1919, fut pour Clemenceau un signal d'alarme quant aux possibilités de voir s'étendre le bolchevisme sur le continent : la Hongrie aujourd'hui, quel autre État encore demain ? La situation se compliqua à nouveau lorsqu'au printemps 1919, les forces de Béla Kun ont envahi la Transylvanie, territoire âprement disputé par les Hongrois et les Roumains. Elles ont cependant été refoulées rapidement par les troupes roumaines qui ont même réussi à prendre Budapest et à l'occuper d'août à novembre. Les membres de la conférence de Paris ont rapidement accablé la Roumanie de reproches en qualifiant l'occupation orchestrée par Bucarest d'illégitime. Le

« Foreign Secretary » à Versailles, Arthur James Balfour, a même fait cette déclaration sèche et incisive au sujet de la Roumanie: « There is no sign that she still deems herself a member of an Alliance »[\[6\]](#). À Paris par contre, on voyait les choses différemment, pourquoi ?

Premièrement, parce que l'échec de Béla Kun au profit de la Roumanie était absolument nécessaire au bon fonctionnement du cordon sanitaire, puisque l'existence d'une Hongrie communiste aurait obligé Bucarest à combattre sur deux fronts, à la fois vers l'ouest contre les Hongrois et vers l'est contre les Russes. Deuxièmement, Paris concevait la victoire militaire de la Roumanie de bon augure. L'événement apparaissait à la limite *rassurant* quant au potentiel de l'armée roumaine à réagir efficacement contre une attaque russe ou allemande future.

Finalement, on craignait à Paris que le départ des troupes roumaines de Budapest n'entraînât une victoire définitive du communisme en Hongrie. Cela aurait signifié pour les Français l'installation permanente de l'anarchie dans la région. Cette inquiétude fut résumée par les propos du Comte de Saint-Aulaire, l'ambassadeur de France en Roumanie, qui dit en août 1919 que « l'impression générale est qu'après le départ des troupes roumaines, la Hongrie sombrera dans le bolchevisme »[\[7\]](#).

Cet épisode, même s'il n'est pas directement lié au sort de la Bessarabie, a eu une grande influence sur son attribution finale à la Roumanie. On venait d'être témoin, en première loge, des troubles que pouvait causer en Europe de l'Est l'expansion du modèle communiste et il devenait d'autant plus pressant de donner à la Roumanie un territoire qui lui permettrait de résister à un éventuel assaut russe.

Le contentieux franco-britannique

Un fait important s'oppose à la thèse de Kalervo Hovi, qui nie, rappelons-le, l'importance du cordon sanitaire pour la France: le contentieux entre Paris et Londres sur la question de la Bessarabie. En effet, les Anglais restaient fidèles à leur attitude *ante bellum* et désiraient voir s'installer en Europe un équilibre des puissances auquel le démembrement de la nouvelle Russie nuisait d'une manière on ne peut plus évidente[\[8\]](#). Les États-Unis appuyaient une politique semblable et voulaient que soient réglés tous les litiges du continent afin d'éviter une autre guerre et une nouvelle intervention américaine.

En France, la réalité était toute autre et les dangers beaucoup plus présents : si le bolchevisme s'étendait sur le continent, la France en subirait les conséquences bien plus concrètement que les Anglais ou les Américains. Le représentant anglais à Paris, Sir George Grahame, a bien illustré la situation dans son télégramme à George Curzon, Ministre des Affaires étrangères britanniques :

« England and America, it is said, have no need of a strong continental policy, can neglect their Allies and practise under the pretext of the League of Nations a policy of splendid isolationism and mercantile humanitarianism, but France cannot afford to disregard or alienate the small European States; she has ancient enemies on the continent of Europe, and needs faithful friends »[\[9\]](#).

La question de la Bessarabie s'insère donc entre ces deux politiques opposées. La discorde entre les deux parties a fait évoluer le problème jusqu'à ce qu'il se trouve étroitement lié à celui de l'occupation de Budapest par les troupes roumaines, occupation à laquelle les Anglais s'opposaient aussi. Londres essayait de faire du chantage avec Bucarest en utilisant la promesse de la Bessarabie en échange de son évacuation de Budapest. La Grande-Bretagne était en 1919 une nation infiniment plus influente et puissante que la Roumanie et on aurait pu croire que la France s'y serait ralliée.

Pourtant, les discussions entre les trois chefs d'État, Clemenceau, Lloyd George et le Premier Ministre roumain Alexandru Vaida-Voevod ont prouvé tout le contraire comme le révèle cet exemple : lorsque Vaida-Voevod demanda une dernière fois aux dirigeants français et anglais si l'évacuation de la Hongrie serait synonyme de la reconnaissance *de jure* de la Bessarabie roumaine, Lloyd George lui répondit par une réponse très ambiguë : « We cannot now say that we undertake to recognise your right ; we can only say that we are going to discuss it as soon as you have evacuated Hungary ». Mais Georges Clemenceau renchérit et ajouta : « I would willingly go further than Mr. Lloyd George: In my name, and I think I can say in the name of France, I can state that we are prepared to recognise Romania's right to Bessarabia »[\[10\]](#).

Cet extrait montre à quel point on voyait comme absolument essentielle à Paris l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie pour la rendre plus efficace face aux Bolcheviques. À un point tel qu'on était prêt, au Quai d'Orsay, à encourager le projet d'annexion, malgré le contentieux que cela pouvait créer avec Londres, qui avait pourtant des capacités militaires et une influence sur l'échiquier diplomatique infiniment plus grandes que Bucarest. Paris admettait l'existence d'une mésentente sur la question bessarabe.

Or, si la France, comme le prétend Hovi, n'était pas inquiétée par une possible expansion du bolchevisme en Europe, elle n'aurait certainement pas pris le risque de créer un conflit ouvert avec l'Angleterre à propos d'un territoire qui, à la base, ne la regardait ni de près ni de loin. Le rôle ainsi alloué à la Roumanie était en quelque sorte celui de gendarme de la France dans la région danubienne, chargé de garder l'œil sur le colosse soviétique et d'empêcher qu'il ne la subvertisse et ne l'infiltré.

L'annexion de la Bessarabie a finalement été reconnue *de jure* par toutes les grandes puissances en octobre 1920 grâce en grande partie aux pressions françaises. Quelle signification peut-on attribuer à cet événement? Il en découle surtout la preuve que la France considérait qu'elle avait réellement besoin de la Roumanie à ses côtés, et encore plus d'une Roumanie *puissante* pour contrer le bolchevisme, surtout après avoir vu les troubles que la Hongrie communiste avait créés dans la région. En ce sens, Kalervo Hovi a peut-être minimisé l'impact de la naissance de l'État de Bela Kun sur la politique française face à l'Europe de l'Est. Aussi, la France jugeait tellement indispensable l'alliance avec la Roumanie qu'elle était prête à entrer en conflit ouvert avec la Grande-Bretagne, à afficher un désaccord devant toute la communauté internationale et à montrer à la Roumanie que l'opinion anglaise n'était pas nécessairement la sienne. Ce fait même nous permet de revenir sur le constat de Hovi qui concluait qu'en fait la France était effectivement intéressée par la Roumanie, mais que c'était pour mettre sur pied la barrière de l'Est, non pas le cordon sanitaire. Pourtant, il est indéniable que l'acquisition de la Bessarabie par Bucarest avait comme but ultime de constituer une Roumanie plus puissante et donc plus efficace à répondre contre un assaut du bolchevisme et que par conséquent, l'effort fourni par Hovi pour évacuer ou du moins minimiser l'importance du cordon sanitaire atteint ici un cul-de-sac.

Précisons toutefois que l'erreur de Hovi n'est pas totale. La France, outre le cordon sanitaire, envisageait certainement d'instrumentaliser la Roumanie à son avantage en lui allouant des territoires. Ainsi, Bucarest faisait effectivement partie de la barrière de l'Est et même d'une éventuelle alliance de revers, destinée à protéger la France contre la très redoutée revanche allemande. Or, la faute de Hovi fut de considérer ces trois projets séparément. Il nous semble plutôt qu'ils se complètent et se superposent dans le but ultime de renforcer la sécurité nationale française.

[1] Kalervo Hovi, *Cordon sanitaire or Barrière de l'Est? The Emergence of the New French Eastern*

European Alliance Policy 1917-1919, Turku, Annales Universitatis Turkuensis, 1975, 255 p.

[2] Paul Mantoux (Officier interprète), *Les Délibérations du Conseil des Quatre*, Tome 2, 24 mars-28 juin 1919, Paris, Centre national de la recherche scientifique, 1955, 579 p.

[3] Traian Sandu, *La Grande Roumanie alliée de la France. Une péripétie des Années Folles? (1919-1933)*, Paris, L'Harmattan, 1999, 279 p.

[4] Bela Kun fonda le parti communiste hongrois en décembre 1918 et s'empara du pouvoir en mars 1919.

[5] Paul Mantoux (Officier interprète), *op. cit.*, p.51.

[6] Foreign Office ([Ernest Llewellyn](#) Woodward (éd.) et [Rohan d'Olier](#) Butler (éd.)), *Documents on British foreign policy 1919-1939, vol. 1, 1919*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1947, p. 632.

[7] *Ibid.*, p. 630.

[8]Traian Sandu, *Le Système de sécurité français en Europe centre orientale. L'exemple roumain 1919-1933*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 141.

[9]Foreign Office ([Ernest Llewellyn](#)Woodward (éd.) et[Rohan d'Olier](#) Butler (éd.)), *Documents on British foreign policy 1919-1939, vol. 4, 1919*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1952, p. 511.

[10]Les deux citations ont été trouvées dans Foreign Office ([Ernest Llewellyn](#)Woodward (éd.) et[Rohan d'Olier](#) Butler (éd.)), *Documents on British foreign policy 1919-1939, vol. 2, 1919*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1948, p. 937-938.